

Communiqué des agent-es du Ministère du travail occupant la DIRECCTE IDF

18 mai 2017



Communiqué de presse

49 postes d'agents de contrôle de l'inspection du Travail, auxquels s'ajouteront 31 autres postes, en moins en Ile de France pour l'année 2017

Le ministère du travail, jugé non prioritaire, subit de plein fouet les conséquences des politiques d'austérité et des réorganisations, en administration centrale comme en services déconcentrés.

Entre 2009 et 2017, les effectifs de référence des DIRECCTE ont diminué de près de 20 %, passant de 9 826 à 7 983,6 (ETP rémunérés). Ce sont les contrôleurs du travail (-23%, baisse accélérée par le PTE) et les adjoints administratifs (-26%) qui servent de variable d'ajustement.

Toutes les missions sont touchées, et plus particulièrement le pôle 3E, les services emploi (-13% entre 2006 et 2014), les SRC (-15%), les secrétariats de sections (-10%), les services d'appui (-10%) ou l'informatique (27%), sans oublier les 10% d'agents de contrôle en moins sur le terrain depuis la création des unités de contrôle en 2014.

Akors que, partout, des postes sont vacants et que les collègues croulent sous la charge de travail, les recrutements sont au point mort.

Pire, en Ile de France pour l'année 2017 c'est 31 ETP supprimés !

L'administration prend cette pénurie comme prétexte à des nouvelles réorganisations et déploie ainsi un projet « 3MO » (Modernisation des Missions, des Moyens et des Organisations) visant à adapter les services aux suppressions de postes et à la réforme territoriale, et ainsi institutionnaliser un mode très dégradé de fonctionnement.

Ce projet propose de mutualiser, d'« alléger » la gestion administrative, d'externaliser les missions voire d'en supprimer.

De même, l'inspection du travail n'est pas épargnée. La direction procède au redécoupage des sections pour les ajuster au nombre d'agents. En Ile de France, 49 postes en section sont supprimés en plus des 31 ETP régionaux.

Particulièrement, les services de renseignement en droit du travail sont dès aujourd'hui visés : l'instauration d'un numéro de téléphone national unique et la généralisation des prises de rendez-vous via un logiciel dédié.

Seule l'administration semble croire que l'on peut toujours faire mieux avec moins. Elle dégrade nos conditions de travail, nous met chaque jour un peu plus en difficulté pour exercer correctement nos missions, délériorer le service rendu aux usagers : le ministère assume désormais ouvertement qu'il faut finir avec un service public du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle au service des travailleurs (avec ou sans emploi) en ayant prioritairement nos missions sur le service aux employeurs.

Après les actions dans les départements, l'intersyndicale régionale appelle tous les agents à une mobilisation devant la DIRECCTE à Aubervilliers le 18 mai 2017 à 14h30

Nos revendications :

- Arrêt des suppressions de postes dans tous les services et recrutement statutaire
- Mise à la vacance nationale de tous les postes non pourvus
- Maintien de services de renseignements, gratuits, de proximité avec accueil physique, non au numéro unique
- Retrait du projet « 3MO » ou « comment gérer la pénurie... »

Contact presse :

Pour la CFTD : Dominique Balmes 06 47 10 60 58 Pour la FSU : Lydia SAOULI 06 09 96 35 73
Pour la CGT : Louise FASSO 06 07 04 61 52 Pour SUD : Nalla OTT 06 63 93 69 11
Pour FO : Valérie BROSETA 06 67 41 83 34

Les agent-e-s de l'inspection du travail et des services de l'emploi ne reculent pas face aux suppressions de postes d'une ampleur sans précédent. Ils et elles occupent actuellement la Direccte d'Île-de-France jusqu'à ce que la Ministre du Travail nouvellement nommée se déplace pour accéder à leurs revendications : retrait du projet de suppression de postes, et recrutement à la hauteur des besoins.

A l'appel de tous les syndicats du ministère dans le cadre de la journée d'action nationale, les agent-e-s de toute la France ont multiplié les actions et se sont rassemblés massivement dans plusieurs départements devant leurs locaux. Ils ont été partout soutenus par les syndicats des salarié-e-s du privé et de la fonction publique.

En Île-de-France, après des rassemblements dans plusieurs départements, 300 agent-e-s, accompagnés de salarié-e-s, avec ou sans papiers, et de leurs syndicats, sont allés à la DIRECCTE d'Île-de-France, ont envahi les locaux et obligé la directrice régionale à venir s'expliquer devant leur assemblée générale. Elle a opposé une fin de non-recevoir à toutes les revendications.

C'est pourquoi les agent-e-s du ministère réuni-e-s, avec le soutien de leurs syndicats, exigent que la Ministre vienne à leur rencontre.

PS : plus d'infos sur le plan de destruction de nos services en PJ



Communiqué de presse

49 postes d'agents de contrôle de l'inspection du Travail, auxquels s'ajouteront 31 autres postes, en moins en Ile de France pour l'année 2017

Le ministère du travail, jugé non prioritaire, subit de plein fouet les conséquences des politiques d'austérité et des réorganisations, en administration centrale comme en services déconcentrés.

Entre 2009 et 2017, les effectifs de référence des DIRECCTE ont diminué de près de 20 %, passant de 9 826 à 7 983,6 (ETP rémunérés). Ce sont les contrôleurs du travail (-23%, baisse accélérée par le PTE) et les adjoints administratifs (-26%) qui servent de variable d'ajustement.

Toutes les missions sont touchées, et plus particulièrement le pôle 3E, les services emploi : (-13% entre 2008 et 2014), les SRC (-15%), les secrétariats de sections (-10%), les services d'appui (-10%) ou l'informatique (27%), sans oublier les 10% d'agents de contrôle en moins sur le terrain depuis la création des unités de contrôle en 2014.

Alors que, partout, des postes sont vacants et que les collègues croulent sous la charge de travail, les recrutements sont au point mort.

Pire, en Ile de France pour l'année 2017 c'est 31 ETP supprimés !

L'administration prend cette pénurie comme prétexte à des nouvelles réorganisations et déploie ainsi un projet « 3MO » (Modernisation des Missions, des Moyens et des Organisations) visant à adapter les services aux suppressions de postes et à la réforme territoriale, et ainsi institutionnaliser un mode très dégradé de fonctionnement.

Ce projet propose de mutualiser, d'« alléger » la gestion administrative, d'externaliser les missions voire d'en supprimer.

De même, l'inspection du travail n'est pas épargnée. La direction procède au redécoupage des sections pour les ajuster au nombre d'agents. **En Ile de France, 49 postes en section sont supprimés en plus des 31 ETP régionaux.**

Particulièrement, les services de renseignement en droit du travail sont dès aujourd'hui visés : l'instauration d'un numéro de téléphone national unique et la généralisation des prises de rendez-vous via un logiciel dédié.

Seule l'administration semble croire que l'on peut toujours faire mieux avec moins. Elle dégrade nos conditions de travail, nous met chaque jour un peu plus en difficulté pour exercer correctement nos missions, détériore le service rendu aux usagers : le ministère assume désormais ouvertement qu'il faut finir avec un service public du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle au service des travailleurs (avec ou sans emploi) en axant prioritairement nos missions sur le service aux employeurs.

Après les actions dans les départements, l'intersyndicale régionale appelle tous les agents à une mobilisation devant la DIRECCTE à Aubervilliers le 18 mai 2017 à 14h30

Nos revendications :

- Arrêt des suppressions de postes dans tous les services et recrutement statutaire
- Mise à la vacance nationale de tous les postes non pourvus
- Maintien de services de renseignements, gratuits, de proximité avec accueil physique, non au numéro unique
- Retrait du projet « 3MO » ou « comment gérer la pénurie ... »

Contact presse :

Pour la CFDT : Dominique BALMES 06 47 10 60 58

Pour la CGT : Louise FASSO 06 07 04 61 52

Pour FO : Valérie BROSETA 06 67 41 83 34

Pour la FSU : Lydia SAOULI 06 09 96 35 73

Pour SUD : Naila OTT 06 63 93 69 11

En 2017,
En Ile de France:

80 postes supprimés
NON!

Défendons nos postes et nos missions !

Rassemblement le
18 mars 2017
à 14h30
devant la DIRECCTE - Millénaire

Le tract aux usagers



Ministère du travail, inspection du travail : Service public en danger Travailleur-ses moins protégé-es !

La **généralisation des politiques d'austérité** a des conséquences désastreuses sur le fonctionnement des services publics : abandon ou externalisation de missions de service public au détriment de l'effectivité et de la qualité du service public rendu, fin de l'égalité d'accès aux services publics par la destruction des services de proximité.

Les agent-es du ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle ont subi de plein fouet ces politiques d'austérité ainsi qu'un empilement de réformes et d'attaques : réforme de la fonction publique, de l'inspection du travail et du Code du travail.

Les suppressions de postes s'accroissent : en 10 ans, la baisse de 20% des effectifs (1843 postes en moins) s'est accompagnée de pertes de missions et de la fermeture de sites de proximité (Maubeuge, Cambrai...), au service des salariés. Le ministère ne recrute plus : seuls 28 inspecteurs du travail seront recrutés cette année.

Les conséquences sont graves pour les usagers. Avec moins d'agents, c'est forcément moins de service public et donc moins de contrôle de la réglementation du travail. Pour les salariés cela engendrera plus de difficultés pour être reçus et renseignés par nos services.

Aujourd'hui, c'est un véritable plan social qui est mis en œuvre en Ile de France :

A l'inspection du travail, les effectifs de contrôle (inspecteurs et contrôleurs du travail) avaient déjà été fortement réduits en 2014 (-10% au niveau national). Aujourd'hui, la suppression de 49 sections est envisagée en Ile de France d'ici la fin l'année. Le nombre d'agents de contrôle, chargés de veiller à l'application du droit du travail dans les entreprises passerait à 419, contre 468 en 2015 (-10.5% en quelques années). Le nombre d'agents de secrétariat, chargés notamment de l'accueil du public est en constante diminution. Pour les agents cela représente des conditions de travail dégradées et une surcharge de travail.



Les services des renseignements en droit du travail fonctionnent en mode très dégradé. Les services perdent régulièrement des effectifs et du fait de la pénurie, ils sont souvent contraints de fermer au public. Par ailleurs, la loi El Khomri, prévoit la mise en place, sans effectif supplémentaire, d'un service de renseignements dédié aux employeurs des TPE/PME, au détriment de l'accueil des salarié-es.

De plus, joindre nos services devient impossible car les postes au standard téléphonique ne sont pas pourvus...

Au sein des services de l'emploi et de la formation professionnelle, les suppressions de poste sont massives : moins 16% au niveau national, alors que les besoins et les sollicitations sont considérables, notamment pour l'insertion des travailleurs sans emploi en difficulté ou le contrôle des organismes de formation. Beaucoup de missions ont été externalisées et d'autres risquent de l'être prochainement (agrément des services à la personne, délivrance de certains titres) : on nous explique maintenant qu'il faut adapter les missions aux suppressions de postes subies ces dernières années !

**NOUS SOMMES TOUT-E-S CONCERNE-ES, SOLIDAIRES,
DEFENDONS NOTRE SERVICE PUBLIC ! NON AUX SUPPRESSIONS DE
POSTES**

**Pour un service public du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle
au service des travailleurs-ses avec ou sans emploi !**

- [Emplacement : ré-agir ensemble](#) > [Mobilisations et actualités](#) > [Actualités](#) >

- Adresse de cet article :

<https://solidaires.org/Communique-des-agent-es-du-Ministere-du-travail-occupant-la-DIRECCTE-IDF>